L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Unissons nous l'UNION est construite."

VENDREDI MATIN, 31 JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 31 juillet.

NOUVELLES PLUS RECENTES D'UN JOUR DE FRANCE ET DE CINQ JOURS D'ANGLETERRE.

Intervention déjà France, de l'Angleterre et du Portugal, en faveur de la reine Isabella II.

Le courrier du Nord arrivé hier nous a apporté des journaux de New-York du 18 juillet, de Charleston du 23, et des dates correspondantes des autres villes. A New-York, il y avait eu deux arrivages, le brick *Isaac Classon* parti le 16 juin de la Rochelle, et le navire *Président*, de Portsmouth, le 11 du même mois.

Le capitaine du brick *Isaac Classon* a rapporté à New-York qu'avant de partir de la Rochelle le bruit circulait que la Chambre des Pairs avait adopté la loi de l'indemnité telle qu'elle avait passé à la Chambre des Députés.

On trouvera dans notre feuille les débats qui ont eu lieu à la Chambre des Pairs dans sa séance du 11 juin, relativement à la réclamation américaine.

Des nouvelles de Paris sous la date du 12 annoncent que la question d'intervention est entendue entre les puissances signataires du traité de la quadruple alliance, et des journaux anglais arrivés le 11 confirment pleinement ces nouvelles. Une nouvelle force va être donnée à l'exécution du traité. Les ressources qui seront mises à la disposition du général Valdès lui permettront probablement de reprendre l'offensive, pendant que la coopération active des alliés de la reine Isabelle II, donnera à son gouvernement une action plus énergique sur les factions qui lui disputent le pouvoir.

Le journal anglais le Globe, qui passe pour recevoir les communications officieuses des ministres, dit qu'il n'est autorisé à annoncer aucune mesure spéciale arrêtée par le gouvernement pour faciliter l'enrôlement des sujets anglais au service de la reine d'Espagne, mais qu'il a de puissans motifs de penser que les dispositions du bill d'un rôlement étranger vont être modifiées, et qu'il sera permis aux officiers anglais de servir comme volontaires dans la Péninsule sans perdre leur demi solde.

Le *Chronicle* est encore plus explicite: "La politique de l'Angleterre est la paix, dit cette feuille whig, parceque la paix est dans l'intérêt de l'Angleterre, et non parce qu'elle réduite la guerre. La paix doit être conservée jusqu'à ce que l'honneur du pays exige absolument une autre conduite. Le cabinet actuel est essentiellement pacifique dans toutes ses mesures. Il observera religieusement les engagemens qu'il a pris dans le quadruple traité. La France remplira sans doute ses devoirs avec la même fidélité. La convention est déjà signée entre les diplomates représentant l'Espagne et le Portugal, convention en vertu de laquelle une légion auxiliaire portugaise doit marcher, aux frais de l'Espagne, au secours de Valdès. De nouvelles munitions et des armes seront envoyées d'Angleterre dans la Peninsule, s'il le faut, et un ordre du conseil autorisera les sujets de S. M. disposés à prendre du service à s'enrôler pour entrer dans la légion portugaise ou sous les ordres immédiats de Valdès."

Les journaux anglais s'accordent à dire que la France avait bien sérieusement l'intention d'intervenir. On lit dans une correspondance du Morning-Herald, en date de Sare, 2 juin: "Je puis vous annoncer comme un fait positif qu'il y a cinq jours on avait reçu par le télégraphe, à Bayonne, l'ordre pour le général Harispa de se tenir prêt à entrer au premier moment en Espagne, et les officiers avaient conséquemment acheté des chevaux et le matériel necessaire pour entrer en campagne. Hier, le télégraphe a apporté un contre-ordre. Le général a reçu l'ordre de suspendre ses opérations. Il a été placé aujourd'hui entre la Croix du Bouquet et le pont de Behebie, formant la ligne de la frontière, plus de 30 pièces, des munitions avec armes et bagages."

D'un autre côté, une lettre de St. Sébastien du 23 mai, porte: "Il paraît que le commandant d'un bâtiment de guerre français, qui a été longtemps à l'ancre au Passage a reçu l'ordre de regarder les carlistes comme les ennemis déclarés de la France et d'agir dans ce sens contre eux."

L'effroi général, répandu par des nouvelles d'intervention, commence enfin à se calmer à Francfort. On n'a pas été surpris du premier mouvement par lequel la France a semblé se disposer à courir aux armes en faveur d'une puissance alliée; mais la confiance des gouvernements dans la sagesse et la prudence du Roi des Français a fait espérer dès le premier moment aussi que l'intervention annoncée n'aurait lieu que dans le cas d'une profonde et invincible nécessité. Les courriers arrivés aux légations diverses annoncent que la France se dispose à secourir l'Espagne par d'autres moyens que les armes, et que l'Europe, sous ce rapport, n'a rien à craindre pour la paix. Cette nouvelle, donnée comme positive, a été accueillie avec joie par les spéculateurs, les négocians, et toute la classe industrielle. Chacun se rélicitait et les alarmes répandues pendant plusieurs jours semblaient entièrement dissipées.

Le journal ministériel anglais Morning Chronicle pense que l'assistance prochaine des troupes portugaises, une concentration des forces de l'armée de la reine sur l'Ebre et de sages concessions faites par le gouvernement espagnol doivent facilement réparer les désastres du général Valdès, qui, d'ailleurs, paraissait avoir été considérablement exagérés. Il profite de cette occasion pour prévenir de nouveau ses lecteurs de se tenir en garde contre les manufacturiers de fausses nouvelles, qui ont des fabriques régulièrement établies en Espagne, à Paris et à Londres, à l'effet de préparer les voies à un emprunt prochain en faveur de don Carlos.

Du reste le plan de campagne de Valdès paraît arrêté pour le moment. Il va conserver ses communications entre Pampelune et l'Ebre, et en même tems avec la frontière française. Il attendra, en se maintenant dans sa position sur l'Ebre, les secours qui vont lui être envoyés du Portugal: ce qui s'accorde parfaitement avec les nouvelles reçues de sa retraite sur Vittoria, et de la prise de possession par Zumalacarreguy de Tolosa, Villa Franca et Bergara.

Ces places sont situées dans la partie nord-est de la Biscaye, et Valdès n'aurait pas pu y conserver des garnisons sans éparpiller considérablement ses forces. C'est pour le même motif que les troupes de la reine qui occupaient Tolosa et Irun se sont retirées dernièrement à St.-Sébastien d'où il est impossible de les déloger.

Si l'on veut bien jeter les yeux sur une carte d'Espagne on se convaincra que ces retraites, comme les appellent les journaux carlistes, ne peut avoir aucune influence matérielle sur la cause de la reine. Néanmoins on ne saurait nier que les habitans des deux provinces qui sont le théâtre de la guerre ne soient pas favorablement disposés en faveur du gouvernement de Christine, parce que ce gouvernement leur a retiré leurs franchises.

Nous avons reçu, par voie extraordinaire, des nouvelles de Lisbonne, du 27 mai; elles annoncent l'important changement qui vient d'avoir lieu dans le ministère portugais.

Le 25, la reine fit mander auprès d'elle le marquis de Saldanha, pour le charger de composer un nouveau cabinet, et le 27 au soir, le ministère a été formé comme il suit:

Président du conseil et ministre de la guerre, Saldanha; des affaires étrangères, le duc de Palmella; à la marine, le marquis de Loulé; aux finances, Francisco Antonio de Campos; à l'intérieur, Juan de Sousa Pinto de Magalhaes; justice et cultes, Manuel Antonio Carvalho.

Tous ces noms, connus et honorés dans les annales patriotiques du pays, ont été salués par les cris de joie de toute la population, et ministère est tout à fait dans la voie progressive.

Par le même courrier, nous avons des nouvelles de Madrid du 5 juin.

A cette époque, la capital jouissait de la plus parfaite tranquillité, et il n'était rien arrivé de notable dans les provinces, pas même dans celles qui, par malheur, sont le théâtre de la guerre civile.

Ceci dément tous les bruits que peuvent répandre à dessein l'intérêt individuel ou l'esprit de parti.

Le lieutenant général, le colonel Zagarramurdi, commandant d'Elizonda, a abandonné son poste avec les urbains et les [illegible] il s'est réfugié en France, laissant à Elizonda 200 hommes réguliers qui ont refusé de le suivre et se sont enfermés dans le fort.

Les chapel-gorris et les urbains sont venus se jeter dans le fort de Laudibar, situé entre Urdach et le village français d'Ainhoa. Le colonel a demandé asile sur le territoire français.

Le 2, les carlistes ont attaqué le poste de Landibar; ils sont venus si près de France, que leurs balles tombaient sur le territoire.

Cette violation de la frontière ne pouvait être tolérée; des instructions précises avaient été données à cet égard par le général Harispe: aussi, le capitaine commandant à Ainhoa n'a-t-il pas hésité, se transportant immédiatement sur la limite avec une cinquantaine d'hommes, il a enjoint aux carlistes de se retirer. Au moment même, un des soldats a été blessé. Le capitaine a commencé le feu sur-le-champ, et les carlistes n'ont pas tardé à faire retraite.

D'après ces événemens, on s'attendait d'un moment à l'autre à voir les carlistes se jeter en force sur les postes de Bastan, et notamment sur Elisonde. Des nouvelles du 4 annoncent, au contraire, qu'ils ont quitte la frontière. Le colonel d'Orense est déterminé à tenir bon dans Elisondo. Valdès est averti de sa situation et le fera sans doute secourir.

—On écrit de Lérida du 2 juin qu'un convoi de 5 millions en lingots d'or, destiné pour le gouvernement, a traversé cette ville, escorté par 400 fantassins et 50 cavaliers appartenant à la milice urbaine.

Le commandant général des Deux-Riojas, écrit de Logrono, en date du 23 mai, ce qui suit:

"Hier, Zumalacarreguy s'est dirigé avec toutes ses forces vers les Amescoas, et probablement il aura passé aujourd'hui la Buranda et la plaine de Vittoria. Son excellence le ministre de la guerre doit opérer contre lui du côté de Pampelune pendant que j'agirai en même tems du côté de Vittoria. Veuillez donner cet avis au gouvernement et au général Gomez Anza, en lui annonçant que le 30 je serai à Vittoria ou aux environs."

Le commandant général des provinces basques écrit de Vittoria, en date du 30 mai, que, dans la soirée de ce jour, le général Espartero était arrivé dans cette ville avec les divisions d'Alava et de la Biscaye et une brigade de trois régimens de la Navarre.

Le prétendant est toujours à Onate. La faction de Navarre et de Guipuzcoa se tient avec Zumalacarreguy à Guipuzcoa et à Onate, et la plus grande partie s'étend jusqu'à Villa-Franca.

Le 29 un officier est sorti de Pampelune avec huit soldats et un sergent, conduisant quelques factieux prisonniers pour les échanger contre un certain nombre des nôtres, conformément à un traité.

Par courrier extraordinaire, on vient d'apprendre à Bayonne, à la date du 2, que le chef factieux Zumalacarreguy se portait à la tête de 21 bataillons, sur la ville ouverte de Bilbao. Valdès s'est mis en mouvement pour empêcher un coup de main sur cette place, tandis qu'à Bilbao, les habitans se fortifient et se disposent à se défendre vigoureusement. La garnison, d'ailleurs, est nombreuse et aguerrie, et si, par malheur, Zumalacarreguy entre à Bilbao, ce ne sera qu'après avoir perdu ses meilleures troupes, les hauteurs de la ville étant bien pourvues d'artillerie.

C'est le 8, dans la nuit, que la garnison d'Irun a quitté ce point militaire pour se rendre à St. Sébastien; quelques carlistes sont entrés se loger dans la ville. Le colonel Quevedo, commandant d'Irun, qui s'était rendu également à St. Sébastien, a reçu l'ordre de revenir occuper la tête du pont d'Irun, et de le faire fortifier, s'il en était besoin.

Déjà les urbains d'Irun, les employés de l'alcade de Sacas, les douaniers de la reine s'étaient réfugiés dans le petit fort qui forme la défense de cette tête de pont, et avaient juré de s'y ensevelir.

Bergara n'a pas été enlevé de vive force, comme on le sait, mais la garnison a capitulé le 7, et le soir, les carlistes occupaient la ville.

Un de leurs bataillons doit être entré hier matin à Eybar. Cette petite ville était vivement menacée. Les carlistes qui occupent Tolosa vont fait annoncer aux habitans qu'ils les respecteraient quelle que soit leur opinion. Beaucoup de propriétaires qui devaient fuir sont restés.

Des lettres de Bilbao annoncent que le général Espartero est arrivé dans cette ville avec 11,000 hommes et 5,000 fusils qui, sans doute, serviront à armer les habitans; ces fusils sortent de la manufacture d'Eybar, évacuée par les troupes de la reine. Beaucoup de familles de cette dernière ville, ont suivi Espartero à Bilbao.

Par suite de ce renfort, il est à douter que le chef carliste persiste dans son projet d'attaquer Bilbao. On ne sait rien de plus que la marche de Zumalacarreguy sur cette ville.

On assure que le curé Merino vient de se montrer de nouveau dans les Castilles avec des forces plus imposantes que celles qu'il a eues jusqu'à ce jour. On lui suppose 1,200 hommes d'infanterie et 300 chevaux. Il paraît que le 27 mai il a attaqué avec une partie de ses troupes deux compagnies qui se trouvaient momentanément dans des maisons du village où elles avaient été surprises; mais les factieux y ayant mis le feu, les soldats furent obligés de se rendre. Un capitaine et un officier ont péri dans cette affaire.

Le 2 de juin, un échange de Jeux lieu entre colonels et d'autres officiers d'un côté à Pampelune, entre les christinos et les carlistes.

Par ordre de Zumalacarreguy, du 3, qui a été envoyé sur tous les points de la Navarre, tous les hommes de 17 à 40 ans sont tenus de prendre les armes en faveur de don Carlos. Ceux qui ne voudront pas servir pourront se faire remplacer moyennant dix onces d'or. On en calcule que sous peu de jours, par suite de cette mesure, Zumalacarreguy aura 17,000 hommes de plus sous ses drapeaux.

Le 3 du courant, trois colonnes du général Valdès se sont portées sur Puente la Reyna, Estella et Tenacari à Larraga, où elles vont laisser une garnison de 500 hommes et 200 chevaux.

Irun a été évacué le 2 au matin; les munitions de guerre qui avaient été transportées à la tête du pont, ont été déposées en France, d'où elles seront dirigées sur Saint Sébastien.

Le chef Lizogher a péri dans l'action engagée près de Villafranco del Panadès; on n'élève plus aucun doute sur sa mort. C'était le chef le plus à craindre de la faction. Avec lui ont perdu la vie son frère et l'officier Aguilera, de Manreza.

Des bandes carlistes avaient tenté des sorties vers divers points; leur mouvement fut simultané, mais partout elles ont été repoussées et forcées de gagner précipitamment leurs retraites dans la montagne; sans avoir obtenu le moindre succès.

—On écrit de Toulon le 7 juin:

L'escadre anglaise, forte de six vaisseaux, dont un à trois ponts, deux frégates et quelques bâtimens légers, a mouillé à la Sude, sans autre mission que de surveiller les mouvemens des escadres turque et égyptienne.

On écrit de Bruxelles, à la date du 9 juin:

"Il ne s'est fait aucune transaction à notre bourse d'hier; on s'est exclusivement occupé de la liquidation du 5, qui avait été remise au 8. Cette liquidation s'est opérée d'une manière très satisfaisante: aucun sinistre n'a eu lieu; mais on voit qu'il n'en sera pas de même à la *liquidation de demain.*"

Livourne, 25 mai.—Don Miguel vient de se réveiller de sa léthargie; il a quitté secrètement Rome le 21, et s'est embarqué à Civita Vecchia, à bord du bateau à vapeur le Sully, qui est arrivé ici avant hier, et est reparti le même jour pour Gênes et Marseille. On assure que don Miguel a été vu dans notre ville, habillé en domestique, et que le lendemain il est arrivé à Gênes sous le même déguisement.

Il paraît hors de doute qu'il se rendra par terre à Turin avec un faux passeport, comme domestique de quelque personnage. Il est probable qu'il prendra ensuite la route de Genève, et passera en Hollande, où il trouvera un gouvernement disposé à lui donner des secours.

Il y a des personnes qui croient que don Miguel pourrait, s'il le voulait, traverser la France avec la même facilité que le fit don Carlos, et ce qui les confirme dans cette croyance, c'est qu'on voit se rendre dans votre capitale le duc de las Amarillas, de la part du gouvernement espagnol, et le marquis de Montenegro de la part de don Carlos, chargés tous deux de négocier une restauration qu'il y a quatre mois personne n'eût même pu rêver.

—On lit dans le Courrier belge, du 6 juin:

La bourse n'a jamais été dans une consternation pareille à celle d'aujourd'hui. Un agent de change qui faisait de très grandes affaires a disparu. Plusieurs courtiers marrons et divers spéculateurs sont également en fuite. La débâcle des fonds espagnols est la cause de toutes ces ruines. On ne s'est aucunement occupé d'affaires depuis l'ouverture de la bourse, et au moment où nous mettons sous presse, la chambre syndicale des agens de change et plusieurs banquiers délibèrent sur les moyens d'ajourner la liquidation d'aujourd'hui. La banque de Belgique délibère également sur la question de savoir si et comment elle pourrait venir au secours des spéculateurs les plus gênés. Elle a déjà fait de grands prêts aux négociants de fonds, mais pour un délai de quelques jours seulement. Personne ne comprend comment on sortira de la crise sans les plus grands sinistres.

—A Amsterdam et à Francfort, la crise des fonds publics, surtout des fonds espagnols, s'est faite aussi cruellement sentir qu'à Londres, Bruxelles, Paris et Anvers. La place de Genève est à peu près la seule qui n'ait pas souffert.

CHAMBRE DES PAIRS.

Séance du 11 juin.

A l'ouverture de la séance, lecture est donnée des rapports de diverses commission sur trois projets de loi dont l'adoption est proposée.

La chambre passe à la discussion sur la loi tendant à assurer l'exécution du traité du 4 juillet 1831.

M. le duc de Noailles, premier orateur inscrit, pense que tout a été dit sur cette question; il vote contre le projet de loi, en reproduisant des argumens déjà combattus victorieusement à la chambre des députés.

M. Guizot, ministre de l'instruction publique: Messieurs, je pense que qui demand de cette tribune n'est prévalu de ce qu'il appelle les antécédens du traité; il a cru trouver dans la manière dont ont été conduites les négociations une violation complète de traité; et cependant, de ces mêmes antécédens, j'entends tirer des conclusions directement opposées.

Et d'abord je dois rappeler à la chambre que le traité n'est pas l'ouvrage du ministère actuel, et cependant il n'a pas hésité à le présenter. Une offense présentait au gouvernement français le droit de différer l'échange des ratifications du traité. Le ministère n'a rien fait de semblable, parce que le gouvernement considérait l'accomplissement du traité comme un intérêt de [illegible] pour la prospérité; il a [illegible] comme un intérêt national.

Cela suppose dans le ministère une profonde conviction de la justice, de la nécessité du traité; et, loin de trouver dans les circonstances qui ont entouré le traité des antécédens défavorables, je trouve que jamais une plus profonde conviction n'a pu être invoquée. C'est donc sous l'empire de cette présomption favorable que je vais examiner les différentes objections présentées par la noble duc.

Il a traité d'abord une question de droit, puis une question d'intérêt politique, et enfin une question d'intérêt commercial. Ce sont bien là, je crois, les trois questions qui ont été posées par le noble duc.

Les américains, dans tous les tems, ont réclamé contre la violation du droit des neutres; de tous tems, ils en sont élevés contre l'application des décrets de Berlin et de Milan. Je n'entrerai pas dans l'examen de ces décrets; c'est la grande question de blocus continental, c'est une question qui a divisé les meilleurs esprits, je ne dis pas en Amérique, mais même en France, et c'était, je le dis, une question assez douteuse, même en France, pour donner lieu à une transaction.

Eh bien! malgré la difficulté de la question, il n'y a pas eu transaction. Les américains ont abandonné leurs prétentions et reconnu implicitement la validité des décrets de Berlin et de Milan, puisqu'ils ont été amenés à réduire leurs réclamations aux navires séquestrés par suite d'une application irrégulière de ces mêmes décrets; ils ont donc adopté les principes posés par la France.

La question ainsi réduite, il y avait lieu à une liquidation. Mais nous connaissions le danger de semblables liquidations. Il me paraît inexact de dire que le chiffre a été fixé sur les réclamations américaines sans cesse croissantes et sans cesse s'augmentant. La chose en l'avait agrées; le gouvernement français a évalué. Il n'y a pas eu base seulement des documens français. Je passe sur les détails de l'examen des catégories, puisque l'honorable membre ne les a pas combattues.

Je passe donc à la deuxième question, celle de l'intérêt politique. L'intérêt politique de la France rendait cette transaction nécessaire et je ne nierai pas qu'il ait influé sur la conclusion du traité. J'avoue que l'intérêt politique est entré pour quelque chose dans la résolution du gouvernement; mais il faut considérer dans quelle position se trouvait le gouvernement: il venait de voir se briser, se dissoudre le grand lien de la politique européenne; il voyait se former des groupes de politique particulière. Dans ces circonstances il importait de s'allier aux peuples dont les constitutions sympathisent avec les principes de notre gouvernement.

C'est ainsi que nous attachions une importance prépondérante à l'alliance de l'Angleterre; c'est ainsi que nous devions désirer l'alliance de l'Amérique, alliance désirable pour la France, quelque soit même le système de politique qu'on veuille suivre.

Les avantages qui peuvent en résulter ne peuvent pas, je le sais, se résoudre en chiffres; je n'essaierai pas de le faire. L'intérêt politique engageait donc le gouvernement à se montrer favorable aux réclamations américaines; non-y avions intérêt, car c'est proclamer le respect et le maintien du droit des neutres. L'orateur entre dans l'examen du droit des neutres et conclut de cet examen que sous le point de vue de l'intérêt politique, le traité était nécessaire comme il était avantageux sous le point de vue commercial.

M. le ministre examine le traité de cession de la Louisiane et fait observer que le noble pétitionnaire est tombé dans une erreur en disant que l'exécution de l'art. 8 du traité de cession de la Louisiane permettait à la France de soutenir, dans tous les états de l'Union, la concurrence avec le commerce anglais: mais qu'il n'a pas fait attention que ce traité n'était applicable qu'aux denrées françaises apportées sur bâtimens français. La calcule qu'a présentée l'honorable membre tombent donc avec la base sur laquelle elle s'appuyaient.

On a examiné encore une question de droit politique constitutionnel: on a parlé d'honneur national. Messieurs, le gouvernement de juillet n'a pas de preuves à faire. Ses preuves sont dans l'attitude de son armée, de sa marine. Le gouvernement est non de l'élan national; son existence sa durée en Europe, voilà le meilleur gage de sa dignité. Le gouvernement jamais n'a pu se prévaloir d'une plus grande dignité. Il n'a pas de preuve à faire, il les a faites dans son berceau. Il est parfaitement libre.

Voix nombreuses: Bien, très bien.

Cette brillante improvisation fait sur la chambre une profonde impression. La question paraît décidée et M. le duc de Broglie, dans un discours remarquable en réponse à M. le comte Roy, cherche à démontrer ce qu'il y a qu'honorable pour la France dans l'acquit de ses dettes, et d'avantageux en même tems dans le mode de liquidation.

Quelques autres orateurs ont encore été entendus et la clôture a été prononcée. La séance est levée à 6 heures.

Voici le discours que prononça M. Semerie dans la séance du 21 Mai, de la Chambre des Députés, relativement à la question de l'occupation d'Alger.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

Séance du 21 mai.

Présidence de M. Pelet (de la Lozère), *vice président.*

L'ordre du jour est la suite de la discussion du projet de budget pour le ministère de la guerre (question de l'occupation d'Alger).

Le général Pelet se prononce contre toutes les réductions proposées par la commission.

M. Semerie—Phosite, Messieurs, à prendre la parole. Dans les dispositions où l'esprit où je vois la chambre, je crains de fatiguer son attention. (Non, non! parlez!). Toutefois, Messieurs, habitant de Marseille, député du Midi, la France me délègue le hasard qui me fait arriver à cette tribune après l'honorable orateur qui en descend, pour répondre à ce qu'il vient de dire M. Charles Girand. Il vous a dit tantôt que Alger était un abîme où s'allaient s'engouffrer nos trésors; que ces trésors passaient par Marseille, et que Marseille participait à l'abîme, parce que, en passant, ces trésors s'arrêtaient à Marseille.

Hier, M. Passy vous a dit que Marseille aimait Alger, comme autrefois Bayonne la guerre d'Espagne. Ce sont, là de graves erreurs, Mes leurs; c'est réduire la question algérienne à une question de localité, à une question méridionale, et la question algérienne est une question éminemment nationale.

Ne croyez pas que Marseille aujourd'hui profite d'Alger; c'est une erreur que je viens détruire. Marseille a d'immenses espérances à Alger; mais le tableau de sa prospérité, si vous me permettez de le dérouler devant vous, est tout-à-fait étranger à la question algérienne; si vous me permettez de dire en quoi consiste aujourd'hui cette prodigieuse prospérité de Marseille, vous verrez qu'Alger n'y est pour rien, et tout ce que j'aurai à dire s'applique parfaitement à la question; il en faudra pour vous, comme pour nous, la conviction intime que la colonisation d'Alger, qu'il vient pour rendre ma pensée par une expression plus propre, la civilisation est une des nécessités de l'époque, une conséquence des faits qui s'accomplissent tout autour de la Méditerranée.

La question d'occupation n'est qu'une question secondaire. Déjà l'Egypte est civilisée: c'est maintenant le tour de la régence. La chambre veut elle me permettre quelques détails à ce sujet (oui! oui! parlez! parlez!) vous y verrez que le mouvement qui s'est propagé à Marseille ne tient nullement à ce qu'on vous a dit.

Les idées, Messieurs, qui vous dominent et qui dominent le pays, ces idées de routes, de canaux, de commerce, d'industrie, de bien-être matériel, agitent aussi les autres peuples. Sur tout le littoral de la Méditerranée, un grand mouvement depuis 1814 s'est développé; à côté de nous, l'Autriche a fait des routes et des canaux qui déversent l'intérieur sur le golfe Adriatique où une nouvelle ville, Trieste, s'est élevée; sa population a doublé; de là des échanges considérables avec Marseille, et vous en profitez. Son cabotage a augmenté, et aujourd'hui que demande-t-elle? Elle vous dit qu'elle est trop éloignée du grand chemin du commerce maritime, qu'elle est trop enfermée dans ce golfe Adriatique dont Corfou et son port redoutable lui barrent l'entrée. Peut-être qu'un jour l'Autriche voudra aller s'asseoir sur le sol algérien.

Plus loin, dans la mer Noire, que s'est-il passé? Là une puissance colossale vient de fertiliser ces terres récemment désertes de la Tauride; des villes jusqu'alors inconnues ont grandi; Odessa, fondée par un de nos compatriotes, Odessa est aujourd'hui la troisième ville de l'empire de Russie; Odessa envoie chaque jour à Marseille des cargaisons considérables; Odessa, Taganrok et tout le littoral, suivent le même progrès.

Songez que s'est là, sur le littoral, que tous les grands fleuves de la Russie aboutissent, c'est là, que le Don, le Niester, le Boristhène, qui, par des canaux, se lient au Niemen, apportent la Russie commerciale sur la mer Noire.

C'est là qu'est la prospérité de Marseille; et l'Egypte! la aussi sont ses merveilles; la civilisation y a fait d'immenses progrès. Qu'y avait-il en Egypte il y a vingt ans? rien. Est-ce un homme qui l'a civilisée? non; sa civilisation, l'Egypte la doit au commerce, elle la doit au coton. C'est par une plante qu'une révolution s'est faite; c'est avec le coton que Mehemet Ali a pu avoir une armée de cent mille hommes et des vaisseaux de cent canons, c'est ainsi qu'il a inondé Marseille de cette immensité de produits qui enrichissent vos concitoyens.

Je ne parle pas de Gênes et du Piémont; de la Grèce active, intelligente, laborieuse; de Pyrée, qui se relève; de Syra, ce charmant phénomène sorti du sein des flots; Syra, misérable peuplade de 4000 ames au moment de l'insurrection, et aujourd'hui ville de trente mille ames, où aboutissent l'Europe et l'Asie.

Je le répète, voilà où est la prospérité de Marseille; et cette prospérité, n'en voyez pas jalouse, elle est votre ouvrage. On cherche Marseille, parce que vous êtes derrière elle, vous, le marché le plus compact, le plus riche le plus consommateur de l'univers. Aussi, la douane de Marseille donne 30 millions au trésor; elle ne donnait que 4 millions du commencement de la restauration. Rappelez-vous quelles acclamations accueillirent M. de Villèle quand il vint dire à la chambre que la douane de Marseille avait produit 18 millions; c'était pour ainsi dire la dernière limite qu'il pouvait à cette prospérité. Eh bien! ce chiffre a presque doublé, et Marseille, qui chaque jour nous dit de vaines étoiles, mais dans les faits dont elle est témoin, puise la conviction de la colonisation d'Alger. Marseille vous dit que ce chiffre n'enfera si vous conservez Alger, si vous aidez au développement de la colonisation de ces maritimes.

Le moment en est venu. Quand Charles bombarda Alger, c'est été une folie de vouloir entreprendre ce que nous demandons aujourd'hui. Des circonstances [illegible] du traité [illegible] pensez vous que si aujourd'hui le [illegible] le siège de cette ville, et qu'il s'en [illegible] pas [illegible] n'y restassent pas?

Non, disent M. Sapy et M. Charles Girand, Alger ne nous est pas envié par l'Angleterre. Je prierai ces honorables collègues de vouloir bien répondre aux observations que je vais faire. Je ne veux pas me jeter dans des discussions théoriques; je ne veux pas examiner si le système des colonies est utile ou non, si enrichit un pays ou s'il est une occasion de ruine, je ne veux pas m'enlancer dans une aussi longue dispute, où je pourrais dire le contraire de ce qui a été avancé par les universités d'Alger, et avec des raisons au moins aussi bonnes. Voyons les faits.

L'Espagne, le Portugal, la Hollande étaient les moins puissans quand ils avaient des colonies, et l'Angleterre n'en veut elle plus, elle qui colonise chaque jour; elle qui vous a ravi l'île de France, ruinée dans l'Inde, à son profit; elle qui a enlevé le Cap, Demerari, à la Hollande; la Trinité, à l'Espagne; elle qui a pris Ste-Hélène, l'Ascension, rochers stériles, qui s'empare de toute l'Océanie; elle qui, à Porto Rico, disputait, il y a quelques années, une misérable dépendance de cette île, Grabosiland; elle enfin qui, naguère, sur les côtes de Naples, quand un îlot surgit tout à coup par l'effet d'une commotion souterraine, accourait y planter son pavillon! Le fait, le lendemain, est tout empire et souveraineté; mais l'Angleterre n'était révélé, l'Angleterre avait fait acte de souveraineté. (Rire général.—Très bien!)

Voulez vous, en ce moment, examiner ce qu'est l'Angleterre relativement à l'Afrique? C'est ici que le passé répond de l'avenir. Suivez ses mouvemens et vous verrez l'Angleterre enlever l'Afrique, le serrer dans ses mains puissantes; elle s'est mêlée à nos établissemens du Sénégal. Descendez vers le cap de Bonne-Espérance, elle les parcourt, à Sierre Leone depuis cinquante ans, elle a un établissement que vous n'aurez pas gardé vingt quatre heures, on le quatrième en plein parlement de charmer l'air infect; la population blanche y est horriblement décimée, les gouverneurs eux mêmes y succombent tous. N'importe, l'Angleterre, qui ne veut pas de colonies, dit-on, garde ce point elle y a dépensé 4 à 500 millions.

Il y a plus: l'Angleterre a vu qu'un de nos compatriotes avait traversé l'Afrique, que d'autres voyageurs l'avaient explorée, que la mystérieuse Tombouctou était connue, et son génie mercantile lui a dit: "Un grand fleuve traverse l'Afrique, le Niger aboutit à Fernandopo; il y a là un golfe où il faut s'en servir; et elle en prit possession; elle a acheté des terrains des indigènes, et elle attend que la civilisation arrive sur ces bords, et elle vient avec ses bénéfices. (Très bien!)

Plus loin, elle est au Cap. Les indigènes, les Cafres la désolent; ils viennent de ravager, d'incendier, de tuer. A-t-elle fait non; elle est occupée avec des régiments, et le Cap restera sous sa domination.

Si vous contournez l'Afrique, vous entrez dans le golfe Arabique. Ici, que se passe-t-il? des faits bien dignes de fixer notre sollicitude par les résultats immenses qu'ils peuvent avoir.

Dans le golfe Arabique comme à Suez, comme sur les bords de l'Oronte et de l'Euphrate, l'Angleterre cherche un passage dans l'Inde; elle n'a pas publié le canal des Ptolémées. Le fer et le feu, nouveaux agens de civilisation, viennent à son secours. Elle fouille et trouvera. Calcutta sera à Suez, l'Inde dans la Méditerranée, et cette mer, déjà le rendez vous général de l'Europe, de l'Asie et de l'Afrique, aura un immense avenir.

C'est l'avenir que voit l'Angleterre. Aussi, sérveillez, se marche: elle a pris les devans, et je suis effrayé du spectacle que je suis obligé de contempler. J'en suis effrayé, car je ne veux pas que le pavillon français s'abaisse devant personne, et je sens qu'il va devoir encore avec vous abandonnez Alger.

Oui, l'Angleterre a pris une position terrible dans la Méditerranée; elle en a la porte à Gibraltar; Malte commande le détroit de Sicile et surveille ces deux bassins. Corfou est une guérite tournée vers l'Orient. Au moindre mouvement, un qui tire! en part, et répété par Malte et Gibraltar, il retentit en un instant à Londres, et les flottes arrivent; et c'est la flotte de Gibraltar, la flotte de Malte, la flotte de Corfou, la flotte de la Mer Noire, et c'est aussi la flotte des Dardanelles, la flotte d'Alexandrie. Tous les intérêts sont alarmés, le commerce languit, la société souffre, et vous dépêtez encore l'Angleterre. Ayez de l'avenir comme elle, et comme elle vous serez puissans. Gardez Alger, qui est sur le chemin de Malte à Gibraltar, qui surveillera le passage de l'Inde à Londres. Toulon est dans un golfe; il est trop loin. Il faut qu'on dise la flotte d'Oran: la flotte de Toulon ne suffit plus. Les temps sont changés: craignez de vous en apercevoir trop tard. Votre puissance en dépend. Tous les peuples ont grandi dans la Méditerranée; ne vous en pas stationnaires, ou n'est fait de vous. Alger fut un hasard; que ce soit de l'influence.

Et aujourd'hui on vient encore attaquer la colonisation d'Alger; on vient dire qu'elle est impossible. L'impossibilité, savez vous, où elle est? je vais le dire: elle n'est pas en Afrique, mais à Paris. (Très bien, très bien!).

M. Salverte: Elle est chez les contribuables, qui ne veulent pas payer davantage. (Exclamation).

M. Semerie: J'aurai tout à l'honneur de répondre à M. de Salverte. Les contribuables, j'ose le dire, paieront; mais donne, du temps. (M. Salverte rit)

Les faits sont plus forts que les sourires. On vous démontrera ce que je dis. Il y a deux manières de traiter la question: la question d'ensemble et celle de détail. Je suis sur la question d'ensemble; tout à l'heure je traiterai l'autre question, et la chambre le permet.

J'ai eu l'honneur de lire que l'impossibilité de coloniser n'était pas en Afrique, mais à Paris. L'année dernière M. le ministre de la guerre vous a dit qu'il avait abandonné l'armée à Alger. Ces paroles étaient rassurantes, mais on en a retiré bientôt l'effet, et les colons n'ont guère souffert. Vous avez envoyé trente mille hommes à Alger et vingt huit mille marins, vous avez vengé notre honneur, puis vous avez campé sur le littoral; et craignant les conventions de la révolution de 1830 pouvait amener en Europe, vous vous êtes constamment tenus sur le rivage; vos soldats faisant face à la ville, tandis que les Kabayles venaient dévoler les champs qui vous [illegible].

Ces lieux de guerre ouverte ont constamment préoccupé [illegible] Dès lors tant qu'on peut de sécurité a été offerte, les colons sont arrivés [illegible] dix mille européens aujourd'hui à Alger; leur nombre augmentera sans doute; mais n'allez pas les effrayer de nouveau. C'est pour tant ce que vous faites. Avant hier, Mr de Saus a été jusqu'à dire que les paroles du ministre de la guerre étaient imprudentes.

Mr de Saus: Oui certainement!

M. Semerie: Je ne vois de l'imprudence que dans les paroles de Mr de Sade, car si vous voulez que les colons prospèrent, il ne faut pas détruire la sécurité nécessaire pour s'expatrier et risquer ses capitaux. Permettez-moi de le dire, ce serait hier pieds et poings à ces bonnes, et les fouetter parce qu'ils ne marchent pas. C'est ce que vous faites: vous détruisez la confiance, vous, députés des colons, et vous vous écriez: Mais les colons n'arrivent pas!

Voilà ce que j'avais à dire sous le rapport de la colonisation. Vous voyez qu'Alger, que cette colonie peut être un jour extrêmement utile à la France. Vous voyez que, dans mes idées, j'ai renversé les questions, parce que je ne parle pas d'après des théories, mais d'après des faits que j'avais recueillis à Marseille, sur le littoral, où chaque instant on entend parler d'Alger; là on va à Alger, on vient d'Alger, on demande des nouvelles d'Alger. A Marseille, et à Toulon on parle d'Alger, comme à Paris on parle de Fontainebleau, de Saint Denis et de Versailles. Nos marins font plus voulutiers le voyage de Marseille et de Toulon à Alger, que celui de Paris. C'est un trajet de cinquante à soixante heures; il est court.

Messieurs, j'ai commencé, non pas par être contre Alger, mais par avoir des appréhensions. La raison en est simple: je suis du Midi, de l'arrondissement de Grasse, que j'ai l'honneur de représenter. La richesse de cet arrondissement consiste en olivaies de haute futaie, en orangers, en figuiers. Ses champs sont plantés de roseaux, de jasmins, de tubéreuses et de tous ces arb